Relance urbaine. Changement global p18
L'essor des obligations sociales p20
Derniers prêts de la CEB p26

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE #2 2021



CEB @65
Célébrer notre anniversaire
p04-10

Coup de projecteur sur...
La voie à suivre pour le transport durable
p11

Chère lectrice, cher lecteur



La publication de ce numéro de CEB Info coïncide avec le 65ème anniversaire de la CEB et comporte plusieurs contributions qui rappellent les origines et la raison d'être de la Banque.

C'est en 1956 que l'Europe a pris conscience de la nécessité d'une institution capable de fournir une assistance financière et d'obtenir des résultats concrets sur le terrain, afin de s'attaquer aux problèmes touchant des groupes de population importants et vulnérables tels que les personnes déplacées, les migrants et les réfugiés.

Au cours des dernières décennies, le "Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe", comme s'appelait la CEB à l'époque, est devenu une banque multilatérale de développement social moderne, forte de 42 États membres, qui finance des projets dans toute l'Europe et soutient activement les valeurs du Conseil de l'Europe en renforçant la cohésion sociale.

La seule chose qui n'a pas changé depuis 1956 est l'attention que la CEB porte aux groupes de population vulnérables. En temps de crise, la CEB se montre toujours à la hauteur et fait preuve d'adaptabilité, de proactivité et de constance dans le soutien apporté à ses pays membres. Cela vaut également pour la pandémie actuelle de coronavirus, qui a non seulement causé des pertes considérables en vies humaines et mis à rude épreuve les systèmes de santé nationaux, mais qui a également de graves conséquences socio-économiques, dont nous n'avons pas encore vu la fin.

En regardant vers l'avenir, nous continuerons à travailler avec le même engagement et la même détermination pour surmonter les défis qui nous attendent, afin de construire des sociétés inclusives et résilientes, conformément à notre mandat social.

J'espère que vous apprécierez cette lecture et je suis sûr que vous vous joindrez à moi pour souhaiter à la CEB un bon anniversaire.

Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

L'édition du 65ème anniversaire

Vigilante, innovante, proactive
Les présidentes Marinela Petrova et Miglė Tuskienė examinent les réalisations de la CEB et les défis probables à venir.
p04-05

65 ans dans la famille du Conseil de l'Europe
Marija Pejčinović Burić, Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe sur l'évolution de la Banque et sa relation avec le Conseil.
p06-07

Au service de la cohésion sociale
Comment et pourquoi la CEB a été fondée, et son mandat social unique.
p08-10

Rendre la mobilité durable
Comment la CEB soutient Nantes Métropole pour étoffer un système de transport durable.
p11-13

La ville des bonnes pensées
La Banque aide Tartu, en Estonie, à financer des investissements essentiels à long terme.
p14-17

Relance urbaine. Changement global
Info s'entretient avec David Miller, de C40 Cities, sur la manière dont les villes peuvent atteindre leurs objectifs climatiques.
p18-19

L'essor spectaculaire des obligations sociales
Pierre Blandin, de Crédit Agricole CIB, sur le du marché des obligations sociales.
p20-21

Partager les connaissances, trouver des solutions
Le Bureau de l'Évaluation de la CEB vous en dit plus. **p22-23**

Actualités, événements et publications
Découvrez les actualités et les publications de la Banque, ainsi que les événements en ligne à venir. **p24-25**

L'infographie
Derniers prêts approuvés par la CEB.
p26-27



Agir pour la cohésion sociale

Pages 04-10



Info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood : weareblackwood.com

CEB

Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Letizia Bertrand; Isabelle Brun; Katherine Delikoura; Konstantin Doulamis; Tony Fernández Arias; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Anne Schifflers; Elif Timur; Arnaud Violette
Présidente : Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
e-mail: info@coebank.org

ISSN: 2707-0778 (Online) 2707-076X (Print)

Blackwood

Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.
Imprimé sur du papier FSC.

POUR EN SAVOIR PLUS **https://coebank.org**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 42 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son statut.

Vigilante, innovante, proactive

À l'occasion du 65ème anniversaire de la CEB, Marinela Petrova, Présidente du Conseil de direction de la CEB, et Miglė Tuskienė, Présidente du Conseil d'administration de la Banque, reviennent sur les réalisations de la CEB au cours des dernières années et sur les défis futurs.

Info: En 2021, la CEB fête son 65ème anniversaire. À votre avis, quelles sont certaines des réalisations qui ont marqué ce parcours?

MT: Tout comme le monde qui a changé au fil des décennies, la Banque a évolué, passant de huit à 42 pays membres tout en augmentant régulièrement ses ressources financières et en élargissant son champ d'action. Pourtant, elle n'a jamais perdu de vue les priorités sociales de l'Europe. Ce mandat social unique a toujours été et restera dans l'ADN de la Banque.

La CEB a toujours, et sans attendre, répondu aux nouveaux défis et développements sociaux dans ses États membres. La Banque les a aidés à affronter les conséquences sociales de la crise financière et économique et a facilité la reprise après la crise. En 2015, la CEB a été la première à mettre en place un mécanisme de dons pour aider les pays à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés. La CEB s'est jointe aux institutions financières mondiales pour soutenir l'action climatique. Et, bien sûr, elle a réagi rapidement en apportant un soutien financier pour répondre à la pandémie de COVID-19.

Investissements dans les soins de santé, l'éducation, le logement, la protection de l'environnement, le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) : autant dedomaines dans lesquels la Banque a changé des vies et aidé à relever des défis mondiaux.

La Banque a promu la cohésion sociale et renforcé l'intégration sociale en Europe, et elle l'a fait de manière financièrement viable. La CEB a toujours bénéficié de notations de crédit élevées. En 2019, la CEB a retrouvé sa notation AAA de la part de Standard & Poor's et l'émission de ses obligations d'inclusion sociale a été une autre réussite.



Miglė Tuskienė

- Présidente du Conseil d'administration de la CEB depuis décembre 2017.
- Vice-ministre des Finances de la Lituanie depuis 2017.
- A occupé d'autres postes importants au ministère des Finances de la Lituanie et au sein de la représentation permanente de la Lituanie auprès de l'Union européenne.

Info: les pays européens sont confrontés à un double défi: assurer une reprise inclusive suite au COVID-19 et atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Quel devrait être le rôle de la CEB à ce moment crucial?

MP: Au cours des 65 dernières années, notre continent a été confronté à de nombreux défis sociaux. La CEB y a toujours répondu efficacement en finançant des projets qui satisfont les besoins des plus vulnérables.

Pour aider à réparer les dommages économiques et sociaux causés par la pandémie, les dirigeants européens se sont accordés surun plan de relance qui ouvrira la voie à la sortie de crise et jettera les bases d'une Europe moderne et plus durable. Même si c'est de nature à alléger la demande de financement d'urgence auprès de la CEB, la Banque devrait se concentrer sur le financement des infrastructures sociales et la création d'emplois, en particulier dans les pays de son groupe cible.

La promotion d'une croissance inclusive et le soutien des groupes vulnérables doivent également respecter les exigences de durabilité environnementale. En intégrant les ODD dans ses activités, la CEB peut aider ses pays membres à atteindre les objectifs ambitieux du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030.

Les principaux ODD, tels que l'élimination de la pauvreté (ODD 1) et la réduction des inégalités (ODD 10), sont conformes au mandat social de la Banque. D'autres objectifs, tels que garantir une vie saine (ODD 3) et promouvoir une croissance économique inclusive et durable (ODD 8) sont susceptibles de jouer un rôle croissant dans les activités de la CEB.

> « **La CEB a toujours, et sans attendre, répondu aux nouveaux défis et développements sociaux dans ses États membres. »**
> Miglė Tuskienė





Marinela Petrova

- Présidente du Conseil de direction de la CEB depuis décembre 2020.
- Spécialiste financière étroitement associée à la préparation de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union économique et monétaire.
- Actuellement Vice-ministre des Finances, représentant la Bulgarie au sein des organes directeurs de plusieurs institutions financières internationales.

Info: **Comment voyez-vous la CEB évoluer de telle sorte qu'elle puisse continuer à répondre aux besoins de ses pays membres?**

MP: De nombreux domaines déjà couverts par les activités de prêt de la CEB, tels que l'éducation, les TPE-PME, la santé et d'autres infrastructures sociales, continueront très probablement d'être au centre des préoccupations. Mais de nouveaux défis sont susceptibles d'apparaître. Y figurent l'entrée dans la période de reprise, qui suivra la crise, avec une population vieillissante, une urbanisation croissante et les pressions migratoires, ainsi que l'impact de la technologie sur le marché du travail.

Les domaines concernés par le changement climatique et l'environnement deviennent de plus en plus importants. Et, en raison de la situation sociale et économique difficile en Europe et dans les régions voisines, les déplacements de populations et les conséquences sociales liées à ces mouvements devraient poser de nouveaux défis.

La CEB doit continuer à aider ses pays membres à relever leurs défis sociaux et garantir un avenir plus inclusif sur le plan économique et social, conformément aux valeurs du Conseil de l'Europe. En aidant ses États membres à mieux répondre à ces problèmes, la CEB continuera de contribuer à la protection des droits sociaux des plus vulnérables. La réussite de la Banque réside dans ses capacités et sa flexibilité qui lui permettent de s'adapter aux besoins sociaux d'une Europe en mutation.

MT: Notre priorité est de se relever de la crise du COVID-19. L'Europe reste sous l'emprise de la pandémie, ses conséquences sociales et économiques sont évidentes. En outre, l'impact de la pandémie est inégal d'un pays à l'autre et le rythme de la reprise variera considérablement. La Banque a déjà réagi rapidement et fortement en aidant les pays membres à faire face à la pandémie, et son engagement futur sera crucial.

À long terme, le mandat de la CEB qui est de soutenir les investissements sociaux en Europe restera essentiel. Nous avons besoin d'une Europe socialement inclusive et respectueuse de l'environnement. Nous devons assurer une croissance inclusive. La Banque est bien placée pour faire la différence. Sa mission - promouvoir l'inclusion économique, la cohésion sociale et la durabilité environnementale grâce à des investissements sociaux - résonne pleinement avec le programme ddes Nations Unies à l'horizon 2030.

La Banque peut clairement faire davantage, mais cela doit aller de pair avec des ressources adéquates. Il est de notre responsabilité collective de déterminer la ligne de conduite future de la Banque et de définir correctement ses priorités. Pour aller de l'avant, les synergies sont essentielles : la CEB doit continuer à coopérer étroitement avec l'Union européenne et les autres IFI. Et, bien sûr, rester vigilante, innovante et proactive !

> « **Les déplacements de populations et les conséquences sociales liées à ces mouvements devraient poser de nouveaux défis. »**
> Marinela Petrova

65 ans dans la famille du Conseil de l'Europe

Marija Pejčinović Burić, Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, se penche sur l'évolution de la CEB et ses relations avec le Conseil de l'Europe.

Il y a soixante-cinq ans, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nos prédécesseurs au Conseil de l'Europe se sont sentis le devoir moral de trouver un moyen d'aider ceux qui avaient été contraints de fuir des régions touchées par des bouleversements politiques et économiques. C'est pour cette raison que, en avril 1956, le Fonds de réinstallation du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe a été créé.

C'est le premier des accords partiels de l'Organisation, signé par huit pays. Depuis des débuts somme toute modestes, le Fonds a grandi au fil des décennies pour devenir aujourd'hui la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), composée de 42 pays membres. La Banque a été et reste la seule institution financière européenne dotée d'un mandat exclusivement social.

Évoluer ensemble

L'évolution de la Banque a toujours été étroitement liée à celle de l'Organisation dans son ensemble. Parmi les jalons de son histoire figure le premier Sommet du Conseil de l'Europe en 1993, après quoi une vague de nouveaux membres a rejoint l'institution, dont les activités se sont progressivement déplacées vers un groupe cible de pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est.

Après le deuxième Sommet de 1997, le champ d'action de la Banque a été élargi pour soutenir la cohésion sociale à travers des projets de logement social, d'emploi et de formation professionnelle, d'infrastructures sociales, de protection du patrimoine et de l'environnement. En finançant un plus large éventail de projets d'investissement, la Banque a renforcé sa contribution à la réduction des divisions géographiques, sociales et culturelles à travers l'Europe.

> **« La CEB est restée fidèle à son mandat social, conformément aux valeurs du Conseil de l'Europe. Elle continue d'œuvrer en faveur des groupes les plus vulnérables, en combattant les inégalités et en se concentrant sur les besoins humains pour lutter contre toutes les formes d'exclusion sociale. »**
>
> Marija Pejčinović Buri, Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe

En 2005, un troisième Sommet a invité la Banque à ajouter le financement des infrastructures judiciaires publiques à ses domaines d'action, contribuant ainsi à renforcer l'État de droit et à maintenir des systèmes judiciaires transparents et indépendants dans ses pays membres.

Soutenir les plus vulnérables

Tout au long de cette évolution, la CEB est restée fidèle à son mandat social, conformément aux valeurs du Conseil de l'Europe. Elle continue d'œuvrer en faveur des groupes les plus vulnérables, en combattant les inégalités et en se concentrant sur les besoins humains pour lutter contre toutes les formes d'exclusion sociale.



Il y a cinq ans, lorsque la CEB a célébré son 60ème anniversaire, une crise des migrants et des réfugiés a une fois de plus mis à l'épreuve l'intégration européenne et la cohésion sociale. La Banque a été parmi les 'premiers à réagir'. Grâce à son Fonds pour les migrants et les réfugiés, la CEB a fourni une aide financière pour des projets d'urgence, tout en intensifiant également les prêts pour des projets d'intégration à long terme qui garantissent l'accès à un logement abordable, aux soins de santé, au développement des compétences et à la création d'emplois.

Conformément à nos valeurs communes, la CEB a également joué un rôle de premier plan dans le Programme régional de logement, qui vise à fournir des solutions de logement durables aux réfugiés et aux personnes déplacées dans les Balkans occidentaux.





Marija Pejčinović Burić

- Élue 14ème Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe en juin 2019.
- A servi plus de vingt ans dans les secteurs politique et public, y compris en tant que Vice-Première ministre de la Croatie.
- Parmi ses rôles clés : Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne et négociation de l'adhésion de la Croatie à l'UE.

Relever le défi du COVID-19

Plus récemment, nos sociétés ont été confrontées aux défis liés à la pandémie du COVID-19 et aux crises sociales et économiques qui en résultent. Toutes les composantes du Conseil de l'Europe y ont répondu, à commencer par le guide de la boîte à outils que j'ai diffusé aux gouvernements alors qu'ils étaient confrontés à des décisions difficiles, permettant d'équilibrer les restrictions du COVID-19 avec des considérations relatives aux droits de l'homme.

« En se concentrant sur les populations vulnérables, la CEB apporte une contribution vitale à la protection des droits sociaux de ceux qui en ont le plus besoin. »

La CEB ne fait pas exception. En 2020, elle a approuvé un nombre record de projets, totalisant plus de 6 milliards d'euros d'investissements. La moitié de ce montant a financé directement des projets d'urgence pour améliorer les soins de santé et maintenir les emplois dans les régions les plus durement touchées par le COVID-19.

Protéger les droits sociaux

La Banque continue de soutenir ses pays membres dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour atteindre les objectifs et les normes du Conseil de l'Europe. Tout en étant peut-être une institution relativement petite dans le système financier européen, elle apporte une contribution importante, cohérente et efficace à la réalisation des objectifs de l'Organisation et à la consolidation de nos valeurs fondamentales.

Au titre de ces valeurs figurent la promotion et la protection des droits sociaux dans toute l'Europe, conformément à la Charte sociale européenne, qui est au cœur des travaux du Conseil de l'Europe depuis les années 60.

Grâce à ses prêts, la Banque permet à ses pays membres de mettre en pratique ces droits, dans la mesure où ils cherchent à donner accès à une éducation de qualité, à des soins de santé décents, à un logement convenable et à des opportunités d'emploi. En se concentrant sur les populations vulnérables, la CEB apporte une contribution vitale à la protection des droits sociaux de ceux qui en ont le plus besoin.

Le Conseil de l'Europe existe pour garantir les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit, même dans les moments les plus difficiles. Ces dernières années, ces défis ont été importants, et il n'y a aucune raison de douter que d'autres encore émergeront. Pour y remédier, nous continuerons de nous appuyer sur l'engagement et la proactivité qui caractérisent la Banque de Développement du Conseil de l'Europe. Son rôle est essentiel et son action appréciée.

La CEB @65 : agir pour la cohésion sociale

Le 16 avril 2021, la CEB célèbre son 65ème anniversaire. Depuis sa création, l'histoire de la Banque reflète et fait écho à celle de l'Europe. Nous examinons le contexte de sa fondation en 1956 et les principaux jalons et réalisations de la Banque au fil des décennies.

Le 16 avril 2021, la CEB célèbre son 65ème anniversaire. Depuis sa création, l'histoire de la Banque reflète et fait écho à celle de l'Europe. Nous examinons le contexte de sa fondation en 1956 et les principaux jalons et réalisations de la Banque au fil des décennies.

Au milieu des années 1950, dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe en subit encore les conséquences. Les villes, les industries, les systèmes de transport et les maisons sont en ruines. Les pays ont désespérément besoin de capitaux pour les aider à reconstruire leurs infrastructures dévastées.

Le bilan humain de la Seconde Guerre mondiale est accablant avec quelque 50 millions de morts (quatre fois le nombre de victimes de la Première Guerre mondiale), alors qu'on estime à 30 millions le nombre de personnes déplacées pendant et après les combats, notamment en raison des nouvelles frontières tracées lors des conférences de Yalta et de Potsdam en 1945. La partition de l'Allemagne en 1949 entraîne également un mouvement de 10 millions de réfugiés de l'Est vers l'Ouest du pays.

Environ 12 millions de réfugiés du bloc de l'Est trouvent asile dans les États membres du Conseil de l'Europe, créant ainsi de graves répercussions économiques et sociales qui dépassent les frontières de ces pays et constituent une menace pour la stabilité politique de l'Europe dans son ensemble. Les États d'Europe occidentale, tout en souhaitant reconstruire leurs économies en ruine, veulent également préserver la démocratie de la propagation du communisme.

Que faut-il faire ? Pour reprendre les mots de l'homme politique français Pierre Schneiter qui, alors que la CEB n'est encore qu'un Fonds de Réétablissement, en est devenu le premier président du Conseil de direction : "Il faut établir une fraternité européenne. Les plus riches, les mieux lotis, doivent aider les plus pauvres".



Les débuts de la coopération européenne

La coopération économique européenne est lancée en 1948 avec la création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). D'autres organismes suivront, notamment la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), établie en 1951 par le traité de Paris, et la Communauté économique européenne, créée par le traité de Rome en 1957. Cette dernière va ouvrir la voie à la création de l'Union européenne.

La coopération en matière de défense apparaît à la même époque (1948) sous la forme du Pacte de Bruxelles, précurseur de l'OTAN (1949), et peu après, les pays européens commencent à élargir leur coopération au domaine politique.

C'est à La Haye, en mai 1948, qu'un vaste congrès de tous les principaux mouvements politiques européens propose une assemblée de parlementaires représentant les peuples d'Europe. Cette proposition aboutit, en mai 1949, à la création du Conseil de l'Europe par le Royaume-Uni, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie, l'Irlande, le Danemark, la Norvège et la Suède. La Grèce et la Turquie adhèrent à l'été 1949, et l'Islande et l'Allemagne en 1950.

Les États membres fondateurs s'engagent à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à promouvoir le progrès économique et social. Le Conseil de l'Europe vise à assurer une coopération



L'une des premières sessions du Conseil de l'Europe

« Le Fonds de Réétablissement voit le jour avec un capital inférieur à 7 millions de dollars US, avant d'évoluer pour devenir la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, la CEB, une banque de développement multilatérale unique avec un mandat exclusivement social. »

concrète entre ses membres en matière de sécurité sociale, de santé et de culture.

La défense des droits de l'homme est un domaine dans lequel le Conseil de l'Europe a toujours été actif. En novembre 1950, une Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales est signée par les dix États membres. La Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme suivent rapidement. C'est dans ce contexte de promotion des droits de l'homme et de l'amélioration des conditions de vie qu'une commission est créée pour étudier la question des réfugiés et des personnes déplacées en Europe.

Création d'un Fonds de Réétablissement

C'est en 1956 que huit Etats membres du Conseil de l'Europe, la Belgique, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg et la Turquie, créent le Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe. Le Fonds doit aider à financer des projets de réinstallation de millions de réfugiés et de personnes déplacées en Europe. Le Fonds voit le jour avec un capital de moins de 7 millions de dollars US, avant de devenir la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la CEB, une banque multilatérale de développement à vocation exclusivement sociale.

Au cours des 65 années écoulées, la composition de la Banque (nous comptons aujourd'hui 42 États membres), ses ressources financières et son champ d'action se sont adaptés en fonction de l'évolution des priorités sociales et des défis communs de l'Europe.

Les années 1960 et 1970

Dans les années 60, de nombreuses économies d'Europe occidentale sont en plein essor et ont donc besoin de main-d'œuvre. Des flux constants de migrants, principalement en provenance du sud de l'Europe, se déplacent vers ces pays. Les priorités de la Banque sont par conséquent d'aider les migrants à s'installer et à acquérir les compétences nécessaires sur le marché du travail.



Cependant, en raison du ralentissement de la croissance et de la hausse du chômage dans les années 1970, les pays européens ont du mal à financer les investissements sociaux et se tournent de plus en plus vers la CEB pour obtenir un soutien. Au titre de nos priorités figurent donc le financement de projets visant à lutter contre le chômage par le biais de la formation professionnelle, et des projets de développement rural visant à freiner l'émigration et l'exode rural.

Les années 1980 et 1990

Dans les années 80, la recrudescence de l'inflation, le marasme économique et le chômage élevé amènent les pays à restreindre l'immigration et certains migrants existants ont du mal à trouver du travail. Consciente qu'ils ont besoin d'aide pour retourner volontairement dans leur pays d'origine, la CEB finance des projets visant à faciliter la réinstallation des migrants par la formation professionnelle, l'aide au logement et l'assistance aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME).

Toutefois, c'est dans les années 1990 que deux sommets du Conseil de l'Europe contribuent à façonner la Banque telle que nous la connaissons aujourd'hui. Le Sommet de Vienne en 1993 est le premier de ces sommets des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil. Il a lieu après la chute du mur de Berlin et l'essor de nouvelles démocraties en Europe centrale et orientale. En conséquence, une vague de nouveaux pays issus de cette aire géographique commence à rejoindre la CEB.

En 1997, le Sommet de Strasbourg élargit le mandat de la CEB pour y inclure le renforcement de la cohésion sociale en Europe, outre les priorités définies dans son Statut. Pour la première fois, la gestion de l'environnement devient l'une des priorités de la Banque.

L'entrée dans le XXIe siècle

Dans les années 2000, l'agenda de la CEB est dominé par la nécessité de soutenir les pays en transition d'Europe centrale et orientale, ainsi que la réinstallation des réfugiés des guerres de l'ex-Yougoslavie. Le financement des infrastructures publiques, y compris la santé et l'éducation, et l'aide aux victimes de catastrophes naturelles figurent parmi les priorités de la Banque.

Le troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe se tient à Varsovie en 2005. Le Plan d'action du Sommet prévoit un élargissement du rôle de la CEB.

« La CEB est plus que jamais une plateforme unique de coopération entre des pays unis dans leur volonté de faire progresser l'intégration et de renforcer la cohésion sociale. »



Elle doit désormais contribuer, par ses moyens d'intervention propres, au développement d'une société européenne libre, démocratique et plus inclusive.

Un nouveau Fonds pour les migrants et les réfugiés

En 2015, l'Europe connaît le plus grand afflux de migrants et de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, en raison des personnes fuyant la guerre et l'instabilité au Moyen-Orient. La CEB crée alors le Fonds pour les migrants et les réfugiés afin d'aider les États membres de la CEB à accueillir les nouveaux arrivants sur leur territoire.

2015 est également une année décisive pour l'action sur le climat. Parallèlement au lancement de l'Accord de Paris sur le changement climatique, elle voit tous les États membres des Nations Unies adopter les Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030, un plan directeur en vue de parvenir à un meilleur avenir pour tous. La CEB est engagée en faveur d'un développement social durable et donne la priorité à un ensemble de dix ODD les plus proches de son mandat et de ses lignes d'action, qu'elle vise à atteindre par le biais du financement de ses projets.

2020 et l'avenir

L'année 2020 voit le lancement du premier Prix de la CEB pour la cohésion sociale et la création par la Banque du Fonds d'investissement social vert, tout en restant bien sûr dominée par la pandémie mondiale de COVID-19. Ses États membres étant durement touchés par cette urgence de grande ampleur, la CEB approuve plus de 3 milliards d'euros pour aider des États membres à financer les soins de santé d'urgence et les vaccinations, à relancer leurs économies et à promouvoir leur redressement durable après la crise. La CEB émet également avec succès deux obligations d'inclusion sociale en réponse au COVID-19, à hauteur de 1 milliard d'euros et de 0,5 milliard de dollars respectivement, ce qui aboutit à un quasi triplement du volume annuel de ses précédentes émissions d'obligations d'inclusion sociale lancées a trois ans auparavant.

Au total, CEB est plus que jamais une plateforme unique de coopération entre des pays unis dans leur volonté de faire progresser l'intégration et de renforcer la cohésion sociale. À ce titre, nous continuerons à soutenir nos États membres en nous adaptant aux besoins sociaux des populations en Europe, pour contribuer ainsi à des sociétés plus inclusives, plus résilientes et plus durables dans les années à venir.

PAGE 14 COMMENT LA CEB AIDE TARTU EN ESTONIE À FINANCER DES INVESTISSEMENTS CLÉS

Agir à Nantes pour rendre la mobilité durable



Avec près de 300 000 entrées et sorties quotidiennes sur le territoire de Nantes Métropole, dont près de la moitié aux heures de pointe, qui devraient encore doubler d'ici 2030, garantir une offre de transports collectifs performante et attractive est une priorité majeure pour la métropole. Une Facilité de financement du secteur public de la CEB de 150 millions d'euros contribue à la réalisation de cet objectif.

Nantes Métropole, qui affiche un taux de croissance annuel de l'emploi de +1,24%, est l'une des métropoles les plus dynamiques de France. Près de 30% des emplois sont occupés par des actifs qui ne résident pas sur le territoire métropolitain, ce qui induit d'importants flux pendulaires quotidiens.

Le défi de la hausse des déplacements

Depuis 2002, le volume de déplacements quotidiens de la population métropolitaine est passé de 1 940 000 à 2 351 000, auxquels s'ajoutent quelque 300 000 entrées et sorties sur le territoire. Près de 67% de ces trajets se font en voiture et deux-tiers d'entre eux aux heures de pointe. On estime que ce chiffre quotidien aura doublé d'ici 2030.

En effet, dans les prochaines années la métropole devrait compter 40 000 nouveaux habitants, soit un total de 680 000 habitants, et 60 000 nouveaux emplois devraient être créés. Par ailleurs, quelque 6 000 nouveaux logements seront construits en moyenne chaque année. Le nombre d'étudiants devrait également augmenter. Cette évolution va entraîner davantage de déplacements quotidiens. Dès lors, disposer de transports publics efficaces et



Photo © Sylvie Dupic



« Des déplacements facilités entre les lieux de vie, de service, de loisir et d'emploi sont essentiels pour la qualité de vie de l'ensemble des citoyens, notamment les plus fragiles économiquement et socialement. »

Arnaud de Verdière, Responsable de Pays Senior pour la France à la CEB

Des transports socialement inclusifs

Nantes Métropole a mis en place un système de tarification solidaire des transports collectifs basé sur le revenu des ménages des usagers. Ce système bénéficie à quelque 60 000 usagers (soit 23% des abonnés), dont 60% ont un accès gratuit au réseau.

attractifs est une priorité essentielle pour les responsables de Nantes Métropole.

Un pionnier des transports propres

La métropole de Nantes jouit d'une excellente réputation en matière de transports propres. Première collectivité française à réintroduire le tramway en 1985, elle a développé un vaste réseau qui comprend un système de transport rapide par bus. Elle s'est efforcée de réduire l'usage de la voiture et d'encourager des modes de transport alternatifs, notamment grâce à la mise en place de services de location de vélos. Elle recourt également largement aux bus hybrides au gaz naturel pour véhicules et a mis en place le « Navibus », un service de navettes fluviales à hydrogène.

Malgré l'expansion continue des zones urbaines, ces efforts ont permis de réduire considérablement l'usage des voitures particulières.

Améliorer le réseau de tramways et de bus

La CEB apporte sa contribution au dernier chapitre en date de l'histoire des transports propres de la métropole nantaise. En effet, un nouveau projet contribue à améliorer la capacité, la fréquence, le confort des usagers et l'accessibilité au réseau de tramways et de bus métropolitain. Ce projet est en partie financé par une Facilité de financement du secteur public (PFF) de la CEB de 150 millions d'euros, approuvé en janvier 2020.

Le projet s'inscrit dans le cadre du *Plan de déplacements urbains 2018-2027, perspectives 2030* de la Métropole. Il prévoit d'importants investissements dans du nouveau matériel roulant (tramways, Busways électriques, bus et minibus) et des mises à niveau importantes des infrastructures existantes.

En quoi consiste le projet ?

L'objectif est de concilier accessibilité pour tous, mobilité au quotidien et exigences écologiques, tout en étant au service de la qualité de vie des habitants des 24 communes de la métropole. En plus de répondre le doublement des trajets quotidiens attendu d'ici 2030, le projet vise à rendre les transports publics plus attrayants pour tous les habitants de l'aire métropolitaine. Il devrait également contribuer à la maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance du réseau.

Le coût total du projet est estimé à 317 millions d'euros. Les investissements sont répartis en trois composantes distinctes et complémentaires :

- **Nouvelles rames de tramway et adaptation des infrastructures**
  Sous cette composante, le projet prévoit l'acquisition de 61 nouvelles rames de tramway pour un coût estimé de 195 millions d'euros. Celles-ci remplaceront progressivement les anciennes rames qui seront démantelées et mises hors service. D'une longueur de 46 mètres, les nouveaux tramways permettront d'accueillir 20% de passagers supplémentaires. Plus conviviaux, notamment grâce à une information embarquée plus qualitative à destination des voyageurs, ils seront 100% accessibles aux



Photos © Sylvie Dupic





À propos de Nantes Métropole

- Située dans le département de la Loire-Atlantique et la région des Pays de la Loire
- Superficie de **523 km²**
- **24** communes, dont la ville de Nantes, sixième ville de France
- Population de **650 000** habitants, dont près de **320 000** actifs et **60 000** étudiants

personnes à mobilité réduite. De nouvelles technologies permettront également d'optimiser la consommation énergétique, conformément à la politique de sobriété énergétique mise en place par la métropole. Enfin, les lignes, arrêts et dépôts existants seront adaptés pour permettre l'accueil des rames de plus grande longueur et améliorer l'accessibilité pour les usagers.

- **Nouveaux Busways et adaptation des infrastructures de la ligne 4**
  Cette composante prévoit l'acquisition de 22 Busways électriques de 24 mètres, rechargeables en ligne, pour un coût estimé à 38,5 millions d'euros. Circulant sur la ligne 4 du réseau, ils desserviront sur 7 km trois communes de la Métropole : Vertou, Saint Sébastien-sur-Loire et Nantes, et pourront accueillir jusqu'à 55 000 passagers par jour. Les infrastructures existantes de la ligne 4 seront également adaptées pour permettre l'exploitation et la recharge de véhicules plus longs.
- **Un service de bus et de minibus amélioré**
  Afin de mieux répondre aux objectifs du Plan de Déplacement Urbain métropolitain en faveur de l'accompagnement des personnes à mobilité réduite, le projet prévoit également le remplacement de la totalité de la flotte de minibus dédiée au service « ProxiTan », soit 32 nouveaux véhicules. Il prévoit également l'acquisition de 35 nouveaux bus articulés pour accompagner le développement du réseau. Ces investissements sont estimés à près de 84 millions d'euros.

Un système de transport pour l'avenir

Arnaud de Verdière, Responsable de Pays Senior pour la France à la CEB, commente le projet en ces termes : « Des déplacements facilités entre les lieux de vie, de service, de loisir et d'emploi sont essentiels pour la qualité de vie de l'ensemble des citoyens, notamment les plus fragiles économiquement et socialement. Nous sommes heureux de coopérer avec Nantes Métropole sur ce projet qui présente de multiples effets sociaux et environnementaux positifs. »



Pascal Bolo, Vice-Président de Nantes Métropole

« La métropole de Nantes a toujours été pionnière en matière de développement des transports en commun pour répondre aux défis sociaux et environnementaux auxquels nous devons faire face. Le développement de ces infrastructures nécessite de lourds investissements et nous sommes heureux d'avoir le partenariat de la CEB pour pouvoir les financer. »

Pascal Bolo, Vice-Président de Nantes Métropole en charge des finances

PAGE 18 COMMENT LES VILLES PEUVENT-ELLES ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS CLIMATIQUES ?

La ville des bonnes pensées



Une Facilité de financement du secteur public (PFF) de 20 millions d'euros de la CEB aide la ville de Tartu en Estonie à financer des investissements importants qui lui permettront de réaliser sa vision à long terme et ses objectifs de durabilité.

Connue comme la "ville des bonnes pensées", Tartu est une ville qui a une vision. Plus ancienne ville d'Estonie et deuxième plus grande agglomération, elle est le centre économique du Sud du pays. Comptant quelque 100 000 habitants (8 % de la population du pays), Tartu est souvent considérée comme le centre intellectuel de l'Estonie, car elle abrite la plus ancienne et la plus grande université du pays, l'université de Tartu. La ville est également le siège de l'un des deux plus grands prestataires de soins de santé tertiaires d'Estonie, l'hôpital universitaire de Tartu.

Dans sa stratégie de développement "Tartu 2030", les autorités municipales définissent une vision à long terme pour l'avenir de la ville, autour de cinq piliers forts et clairs. Il s'agit de faire de Tartu :

- Une ville de la **connaissance**
  L'objectif est de renforcer la position de Tartu en tant que ville universitaire internationale et promoteur de premier plan du secteur de l'éducation du pays. Cela renforcera l'avantage comparatif dont dispose Tartu en matière d'enseignement supérieur d'excellence et de recherche scientifique, et garantira qu'un enseignement de haute qualité est soutenu par un système éducatif centré sur l'étudiant.
- Une ville favorisant **l'esprit d'entreprise**
  Les autorités municipales aspirent à créer un climat commercial qui attirera les entrepreneurs, améliorera la réputation de Tartu en tant que destination touristique et garantira sa position de principal centre économique du Sud de l'Estonie.
- Une ville dotée d'un **environnement urbain moderne**
  Cet objectif sera atteint en améliorant l'habitabilité et la durabilité environnementale du développement urbain. Il s'agit d'offrir des espaces urbains sûrs et stimulants, avec des zones vertes et de loisirs, des logements plus économes en énergie et un système de transport durable et accessible.
- Une ville **bienveillante**
  Tartu vise à offrir des services de santé et d'aide sociale de haute qualité à tous ses habitants afin qu'ils puissent participer pleinement à la société. Elle vise à mettre à disposition un solide réseau d'équipements de soins sociaux, tout en améliorant la qualité de vie des groupes vulnérables.
- Une ville **créative**
  Tartu aspire à intégrer les arts, la culture et la créativité dans l'espace urbain et à faire de l'économie créative un moteur de l'emploi et de la croissance de la ville.

Quelles sont les priorités ?

Le plan de développement 2018-2025 de la ville de Tartu définit ses domaines de développement prioritaires pour la mise en œuvre de sa vision à

PAGE 06 L'ÉVOLUTION DE LA CEB ET SA RELATION AVEC LE CONSEIL DE L'EUROPE

long terme. Y figurent :

- la modernisation des établissements d'enseignement municipaux
- l'amélioration de l'accès à l'éducation
- la revitalisation du centre-ville, y compris la création d'espaces verts et de loisirs
- le développement d'un système de transport public respectueux de l'environnement et d'un réseau de mobilité douce cohérent
- l'amélioration des soins de santé et des investissements sociaux, y compris la construction/rénovation de logements sociaux et les investissements dans des équipements pour la jeunesse, la culture et le sport.

Financer une vision

Conformément au plan de développement 2018-2025, Tartu a approuvé un budget d'investissement pluriannuel pour 2020-2023, comprenant des dépenses d'investissement totales de 119 millions d'euros. La CEB a approuvé un PFF de 20 millions d'euros pour en financer une partie, tandis que les fonds nationaux et européens, les recettes propres de la ville et d'autres prêts couvriront le reste.

Les activités budgétées pour la période 2020-2023 concernent principalement la reconstruction des routes locales, y compris les pistes cyclables et les voies piétonnes, et la modernisation des écoles et des jardins d'enfants. Dans une moindre mesure, le budget d'investissement couvre les logements sociaux, les établissements de soins sociaux, les espaces verts, le patrimoine culturel et d'autres infrastructures municipales. Le PFF contribuera donc principalement à la réalisation des premier et troisième objectifs de la stratégie de développement de Tartu, à savoir "une ville de la connaissance" et "une ville dotée d'un environnement urbain moderne".

Tous les habitants de Tartu bénéficieront du PFF de la Banque, des jeunes enfants inscrits dans les jardins d'enfants aux personnes âgées vivant dans des établissements de soins sociaux.

Réduire l'impact de la pandémie

Le COVID-19 a pesé sur les ressources financières de la ville. Pour réduire cet impact, le gouvernement central estonien a accordé des subventions supplémentaires destinées à couvrir partiellement les coûts de fonctionnement, ce qui permet à la ville de compenser la baisse des recettes fiscales résultant du confinement national imposé en mars 2020. Les entreprises de Tartu ont également reçu un soutien financier de la part du gouvernement central. Le PFF de la CEB contribuera également à la reprise après le COVID-19 en assurant la continuité de la mise en œuvre du plan d'investissement.



« La ville de Tartu a pris des mesures importantes pour assurer la transition vers une économie et une société plus vivables et plus inclusives. En investissant dans les infrastructures vertes et sociales, Tartu est bien placée pour parvenir à une reprise économique durable et équitable après la pandémie de COVID-19. »

Elisa Muzzini, Conseillère technique pour le développement urbain et régional, CEB



La priorité des autorités municipales est de poursuivre la mise en œuvre de son plan d'investissement afin de limiter l'impact de la pandémie et de soutenir la reprise économique. Bien que le gouvernement central ait accordé des subventions supplémentaires de 4 millions d'euros à Tartu en 2020 pour entreprendre de nouveaux investissements dans les infrastructures, des ressources supplémentaires sont encore nécessaires.

En se concentrant sur les investissements dans la mobilité durable, notamment l'extension des pistes cyclables et des sentiers pédestres, la ville a permis aux résidents de se conformer à la distanciation sociale lorsqu'ils se déplacent dans Tartu. Avant la pandémie, la ville avait également lancé avec succès une initiative de partage de vélos avec un total de 750 bicyclettes. L'augmentation de l'utilisation des vélos démontre la nécessité d'augmenter les investissements dans le domaine des transports.

À propos de l'approbation du PFF à la ville de Tartu, Karin Lepp, Responsable de Pays pour l'Estonie à la CEB, déclare : " Nouer une coopération avec Tartu est très précieux pour la CEB. Je suis convaincue que les efforts de la ville pour poursuivre ses investissements dans les infrastructures sociales apporteront des avantages importants aux habitants de Tartu."

« En se concentrant sur les investissements dans la mobilité durable, notamment l'extension des pistes cyclables et des sentiers pédestres, la ville a permis aux résidents de se conformer à la distanciation sociale lorsqu'ils se déplacent dans Tartu. Avant la pandémie, la ville avait également lancé avec succès une initiative de partage de vélos avec un total de 750 bicyclettes. L'augmentation de l'utilisation des vélos démontre la nécessité d'augmenter les investissements dans le domaine des transports. »

Vers une ville plus sûre, plus saine, plus démocratique et plus inclusive

Le maire de Tartu, Urmas Klaas, parle à **Info** des objectifs de la ville, de son partenariat avec la CEB et de la manière dont les institutions financières internationales (IFI) peuvent aider les villes à se préparer à un avenir durable.

Info : Quel a été l'impact du COVID-19 sur la mise en œuvre du plan d'investissement municipal de Tartu ?

UK : Alors que les recettes en 2020 se sont avérées plus élevées que prévu, l'État a dispensé 3,9 millions d'euros d'aide à l'investissement pour atténuer les effets négatifs de la situation d'urgence liée au COVID-19, ce qui a soutenu l'activité d'investissement. Tous les grands projets prévus pour 2020 ont été réalisés et les investissements dont la mise en œuvre est planifiée sur plusieurs années respectent le calendrier.

En 2020, la reconstruction du gymnase Annelinna, le plus grand établissement d'enseignement général de la ville, et du jardin d'enfants Pääsupesa, ont été achevés, tout comme le nouveau complexe culturel de Lodjakoja. En 2021, nous nous concentrerons sur la reconstruction des routes et des rues et sur la modernisation de l'éclairage public. Une nouvelle salle de football couverte, de nouveaux logements sociaux et un nouvel équipement





au centre de soins de santé mentale seront achevés. Ces investissements représentent 20 % des coûts de la ville.

Info : Quels sont les investissements que vous considérez comme prioritaires pour assurer une reprise verte et inclusive et atteindre les objectifs de la stratégie 2030 de la Ville ?
UK : La Ville de Tartu a assumé le rôle de promoteur du développement durable dans la région. Le plan énergétique et climatique 2030 de Tartu, qui vient d'être achevé, fixe pour objectif de réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre de Tartu. Notre objectif est de réduire la consommation d'énergie et de devenir climatiquement neutre.

Pour ce faire, nous devons investir dans l'efficacité énergétique de nos services publics, par exemple en installant des ampoules LED à haut rendement énergétique dans l'éclairage public et en rendant les bâtiments publics aussi efficaces sur le plan énergétique que les bâtiments à énergie quasi nulle.

Les émissions liées au transport, dues à l'augmentation de l'utilisation des véhicules privés et à l'expansion de la ville, sont l'un des principaux facteurs ayant entraîné une augmentation des émissions de gaz à effet de serre de la ville. Tartu s'est fixé pour objectif de réduire l'utilisation des voitures privées de 5 % d'ici 2030 et de porter la part des transports publics à 40 %.

Nous souhaitons construire un réseau cyclable complet à l'échelle de la ville d'ici 2028. Pour réduire l'utilisation des véhicules privés, nous prévoyons d'investir dans des centres de mobilité. Ceux-ci seront situés à la périphérie de la ville pour permettre aux gens de passer à d'autres modes de transport.

Tartu s'est fixé des objectifs ambitieux mais réalisables. Tous les investissements sont





conçus pour rendre l'environnement urbain meilleur et plus vivable. En investissant dans les infrastructures de la ville et les bâtiments éducatifs, nous créerons une ville plus sûre, plus saine, plus démocratique et plus inclusive.

Info : Il s'agit du premier prêt de la ville auprès de la CEB. Quelles sont vos attentes ? Comment les institutions financières internationales (IFI) comme la CEB peuvent-elles aider au mieux les villes comme Tartu à planifier un avenir durable ?
UK : L'une des plus grandes valeurs de Tartu est un cadre de vie propre, vivable, respectueux de l'homme et de la nature. Atténuer les effets du changement climatique et réduire l'impact environnemental des activités humaines est l'une des activités les plus importantes pour préserver nos valeurs et notre mode de vie.

La ville vise à réduire les émissions de carbone de Tartu de 40 % d'ici 2030 et à atteindre la neutralité climatique au plus tard en 2050. Nous voulons abandonner l'utilisation de sources d'énergie non renouvelables dans les bâtiments appartenant à la ville, dans l'éclairage public et dans les transports publics.

Des objectifs ambitieux nécessitent un financement, et la capacité financière de Tartu et des autres collectivités locales estoniennes demeure limitée. Il est donc essentiel de lever des fonds par le biais de prêts. Les prêts proposés par les IFI offrent les plus grands avantages en matière de développement durable lorsqu'ils sont destinés à réaliser les investissements les plus respectueux de l'environnement. En ce qui concerne la planification d'un avenir durable, les IFI devraient soutenir les idées suivantes :

- **Transports :** A Tartu, les émissions de carbone ont augmenté de 31% au cours de la dernière décennie, nous devons donc réduire les émissions dues au transport en augmentant le cyclisme intra-urbain, en réduisant le trafic automobile entre la ville et sa banlieue et le nombre de voitures dans les zones urbaines. Le développement de réseaux de pistes cyclables, la construction de centres de mobilité à la périphérie de la ville et l'extension des services de transport public aux zones voisines sont autant de domaines clés à soutenir.
- **Chauffage :** Nous pensons que les IFI doivent soutenir l'élimination progressive des combustibles fossiles dans le réseau de chauffage urbain et la réduction des sources de chauffage locales basées sur la combustion du bois en développant le réseau de chauffage urbain. La production d'énergie solaire et la création de coopératives d'énergie renouvelable doivent être soutenues.
- **Gestion des déchets :** Il est nécessaire de se concentrer sur la réduction de la production de déchets et sur le tri des déchets en vue de leur collecte et de leur valorisation. Le développement et l'efficacité de la collecte sélective des déchets réduiront considérablement l'impact négatif des déchets sur l'environnement.

> **« Une des plus grandes valeurs de Tartu est un environnement de vie propre, vivable, respectueux de l'homme et de la nature. L'atténuation du changement climatique et la réduction de l'impact environnemental des activités humaines sont l'une des activités les plus importantes pour préserver nos valeurs et notre mode de vie. »**
>
> Urmas Klaas, Le maire de Tartu

Relance urbaine et changement global



Info s'entretient avec David Miller, Directeur de la diplomatie internationale pour C40 Cities concernant l'initiative de relance après le COVID-19 portée par C40, la manière dont les villes peuvent atteindre leurs objectifs climatiques et le rôle des IFI comme la CEB dans le financement d'un changement urbain vert et équitable.

Info : Le C40 est un réseau de mégapoles mondiales qui se sont engagées à lutter contre le changement climatique. Il a récemment lancé l'Agenda des maires pour une relance verte et juste, avec un groupe de travail présidé par Giuseppe Sala, maire de Milan. Quels sont les objectifs de cette initiative ?

DM : Les villes ont été très durement touchées par la pandémie de COVID-19, et le groupe de travail est le résultat d'une réunion organisée par le maire Garcetti, président du C40, au cours de laquelle 50 maires des principales villes du monde ont examiné comment les villes pouvaient apprendre les unes des autres et se relever du COVID-19. Le groupe de travail, sous la direction du maire de Milan, M. Sala, est formé d'un groupe diversifié de villes et se concentre sur la manière d'opérer une relance urbaine, en gardant à l'esprit l'importance de s'attaquer simultanément à la crise climatique.

Les recherches entreprises par le groupe de travail ont montré qu'une relance axée sur des investissements verts et équitables permettrait de créer 50 millions d'emplois de plus à l'échelle mondiale que celle qui se contente de répéter ce qui se passait auparavant. Ce type de relance aidera le monde à se remettre sur les rails de l'Accord de Paris. Ce ne sera pas le cas d'une reprise qui investit dans les industries polluantes.

En plus de fournir des conseils aux gouvernements nationaux sur la meilleure façon d'investir au titre de leurs plans de relance, le groupe de travail présente également les innovations mises en œuvre dans les différentes villes afin que d'autres puissent s'en inspirer.

Info : La CEB travaille avec les villes pour financer des projets d'efficacité énergétique. Quels sont certains des enseignements tirés du programme C40 pour la décarbonisation des bâtiments ?

DM : Le leadership de la CEB sur cette question est essentiel car le financement de la décarbonisation du secteur du bâtiment est crucial. Dans n'importe quelle ville, les bâtiments seront la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre, mais ils seront souvent les plus négligés. La décarbonisation des bâtiments est souvent une activité à forte intensité de main-d'œuvre, et les incitations à cet égard reposent généralement sur les personnes qui paient les factures - les locataires - plutôt que sur les propriétaires des bâtiments.



Istanbul est l'une des villes du réseau C40

Le financement d'organisations telles que la CEB est essentiel pour remédier à cette situation. Il y a là une occasion rêvée de créer des fonds qui seront remboursés à long terme grâce aux économies d'énergie, de rendre les bâtiments de meilleure qualité, de créer de nombreux emplois dans le secteur du bâtiment et de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

Info : Quelles sont les principales opportunités et contraintes pour identifier et intégrer des solutions de résilience climatique, y compris des solutions fondées sur la nature, dans les programmes d'investissement municipaux ? Cela est particulièrement pertinent pour les investissements dans les infrastructures sociales qui peuvent avoir un impact à la fois sur l'inclusion et la résilience. Comment les IFI peuvent-elles aider ?

DM : Chaque ville devrait avoir un plan climatique qui aborde l'équité et le climat. Les villes du C40, dont la moitié de nos membres sont des villes du Sud, ont chacune un plan, et nous aidons 1 000 autres villes à développer le leur. Ces plans leur permettront de s'aligner sur l'objectif de 1,5 degré de l'Accord de Paris, de réduire de moitié les émissions d'ici 2030 et d'être sur la voie du zéro net d'ici 2050. Notre système aide les villes à intégrer l'équité également.

Cependant, nous constatons que les villes ont besoin d'un accès direct au financement dans certains secteurs pour mettre en œuvre leurs plans. Ces secteurs sont les suivants

- la décarbonisation des bâtiments (y compris la mise en place de codes de construction avancés pour les nouveaux bâtiments)
- le transport (y compris la mise en place de transports publics propres et la conception de villes pour le transport actif - marche et vélo)
- l'électricité propre
- la gestion des déchets.

Info : Quel est votre point de vue sur le financement de l'agenda climatique dans les villes afin d'en accélérer la mise en œuvre, et, en particulier, sur le rôle des IFI ?

DM : De nombreuses banques exigent encore des garanties des gouvernements nationaux pour accorder des financements directs. Cela peut signifier que l'innovation est bloquée en raison d'un surcroît de bureaucratie. Il y a souvent une différence politique entre les gouvernements nationaux et les autorités urbaines, ce qui crée des difficultés. Les IFI comme la CEB peuvent jouer un rôle clé dans le déblocage des financements et la conduite du changement.

Si l'accès direct au financement est important, le financement mixte a un rôle à jouer. En outre, il existe désormais un réel intérêt financier du secteur privé pour la création de fonds destinés à favoriser un changement écologique et équitable. Je pense que nous sommes à un moment unique où un mélange de financement des gouvernements nationaux, des IFI et du secteur privé pourrait avoir un impact radical sur les secteurs susmentionnés. La solution, c'est l'action. Nous devons agir maintenant, et la CEB montre la voie.

Info : Vous avez récemment publié un livre intitulé "Solved: How the World's Great Cities Are Fixing the Climate Crisis". Bien qu'il se concentre sur les grandes villes du monde, quelles sont certaines des actions que les petites villes pourraient reproduire ?

DM : En ce qui concerne les bâtiments, une petite ville pourrait s'attacher à rendre ses propres bâtiments publics efficaces sur le plan énergétique, car elle économisera de l'argent à long terme. Les villes responsables de nouveaux développements, comme Lisbonne, peuvent aider à créer des lieux plus denses pour que les résidents puissent marcher ou faire du vélo. Les nouveaux bâtiments peuvent-ils être de très haute qualité ? À Vancouver, tous les nouveaux bâtiments seront à consommation nette zéro d'ici 2030. Les transports publics et les taxis peuvent-ils être électrifiés pour améliorer la qualité de l'air et réduire les gaz à effet de serre ?

Si les petites villes commencent par les actions qu'elles contrôlent directement, elles créeront des lieux plus vivables, socialement justes et respectueux de l'environnement. Les habitants sont prêts pour cela et se tournent vers les maires pour leur leadership. Les maires qui font preuve de leadership seront récompensés sur le plan social, environnemental et politique.



David Miller

- Directeur de la diplomatie internationale pour C40 Cities.
- Maire de Toronto de 2003 à 2010, il a été président de C40 Cities de 2008 à 2010.
- A occupé différents postes dans les secteurs public et privé, notamment celui de président-directeur général du Fonds mondial pour la nature (Canada) et de Future of Cities Global Fellow à l'Institut polytechnique de l'Université de New York (2011-2014).
- A été professeur auxiliaire à l'Université York de Toronto ; a reçu un doctorat honorifique de l'Université de Waterloo en études environnementales.
- Économiste et avocat formé à Harvard.

« **Nous sommes à un moment unique où le mélange de financement par les gouvernements nationaux, les IFI et le secteur privé pourrait avoir un impact radical sur des secteurs essentiels. Nous devons agir maintenant, et la CEB montre la voie. »**
David Miller

L'essor spectaculaire des obligations sociales

La crise du COVID-19 a eu un impact significatif et durable sur les marchés de capitaux internationaux en stimulant l'émission d'obligations sociales. Pierre Blandin, directeur général de Crédit Agricole CIB, retrace l'impressionnante ascension du marché des obligations sociales et du secteur ESG (environnement, social et gouvernance).

Le COVID-19 a profondément changé notre mode de vie et reste un défi humain et économique majeur dans le monde entier. L'augmentation des émissions d'obligations sociales peut être considérée comme le reflet de la forte volonté résolue, tant des émetteurs que des investisseurs, de contribuer à atténuer l'impact financier et humain de la pandémie.

Répondre à la demande des investisseurs

Le secteur ESG a commencé à émerger il y a quelques années, soutenu par des banques de développement multilatérales et nationales désireuses de tirer parti de leur mission sociale de longue date pour répondre à la demande croissante des investisseurs pour de tels instruments. Cela a finalement conduit l'International Capital Market Association (ICMA) à publier les Social Bond Principles, un ensemble de directives volontaires sur le processus requis pour émettre des obligations sociales, exactement comme elle l'avait fait sur le marché des obligations vertes avec les Green Bond Principles.

Les raisons de cette hausse

Cette augmentation spectaculaire des émissions d'obligations sociales provient de trois sources principales.

La première est venue de banques de développement multilatérales et nationales désireuses d'aider leurs États membres et leurs clients à faire face aux conséquences financières de la pandémie. Elles ont proposé des prêts ou des subventions destinés à soutenir le système de santé ou le marché du travail. En conséquence, de nombreuses banques de développement, qui avaient déjà des programmes d'obligations sociales en cours, comme la SFI, la BAD, l'OIC et, bien sûr, la CEB, ont décidé d'émettre des obligations sociales dédiées à la pandémie de COVID-19, appelées Covid Response Bonds.

La seconde source provient de ce que l'on pourrait qualifier de pure players, qui, stimulés par l'impact du COVID-19 sur leur activité, ont décidé de transformer l'intégralité de leur financement en un programme d'obligations sociales. Les deux exemples les plus frappants sont la Cades et l'Unédic.

Le dernier et le plus important ajout au secteur des obligations sociales est venu de l'Union européenne. Elle a mis en place une facilité de 100 milliards d'euros pour aider ses États membres à faire face aux conséquences du COVID-19 sur leurs marchés du travail.

> « **Le marché des obligations sociales a atteint près de 100 milliards d'euros en 2020, contre moins de 10 milliards d'euros les années précédentes.** »

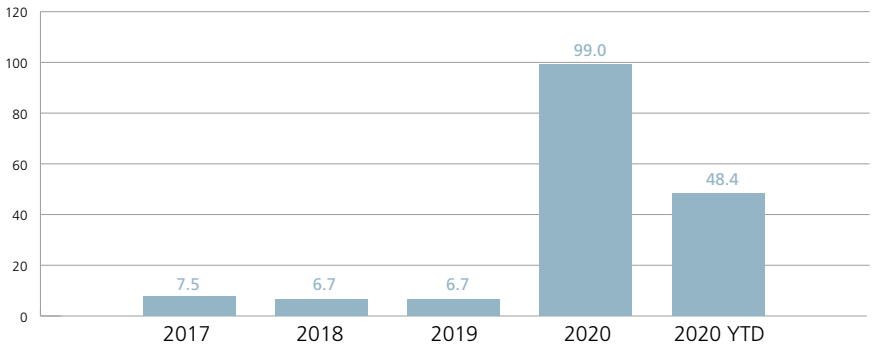
Elle a décidé de refinancer tous ces prêts en lançant un programme d'obligations sociales, avec une transaction inaugurale lancée en octobre 2020.

En conséquence, le marché des obligations sociales a atteint près de 100 milliards d'euros en 2020, contre moins de 10 milliards d'euros les années précédentes. Cette augmentation du volume d'émission, soutenue par un certain nombre d'emprunteurs capables d'offrir des références importantes et liquides, incitera davantage les gestionnaires d'actifs non seulement à privilégier les obligations sociales, mais aussi à créer des fonds sociaux dédiés à l'investissement dans ces instruments.

La réponse de la CEB

Dans ce contexte, la CEB a joué un rôle de premier plan dans le développement de ce secteur, en étant l'un des tout premiers émetteurs à lancer des obligations liées au COVID-19. Conformément à son mandat social, la Banque a été un pionnier sur le marché des obligations sociales puisqu'elle a été l'un des premiers emprunteurs à lancer, dès 2017, une obligation d'inclusion

Croissance du marché des obligations sociales - SSA - EUR Mds éq.



PAGE 26 VOIR LES DERNIERS PRÊTS APPROUVÉS PAR LA CEB



Pierre Blandin

- Directeur général de Crédit Agricole CIB depuis 2009
- Auparavant, directeur général de Dresdner Kleinwort.
- A également occupé des postes de directeur chez BNP Paribas et JPMorgan.

sociale (SIB). Celle-ci ciblait les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle, du logement social et de la création et de la préservation d'emplois et a constitué l'une des pierres angulaires du marché des obligations sociales.

En réponse aux défis posés aux systèmes de santé publique européens par la pandémie de COVID-19, la CEB a adapté sa Facilité de financement du secteur public (PFF) destinée aux partenaires du secteur public national et infranational pour couvrir l'acquisition d'équipements médicaux et de matériel consommable, la réhabilitation et la transformation des espaces et des unités médicales, et la mobilisation d'une expertise supplémentaire.

Dans le même temps, la Banque a pris la décision de mettre à jour son programme SIB pour y inclure des projets dans le secteur de la santé. Le 2 avril 2020, elle a lancé une SIB *Covid Response*, une obligation d'un milliard d'euros à 7 ans qui a suscité une très forte demande : l'opération a été sursouscrite plus de 4 fois, soulignant l'attrait d'une telle structure pour un large éventail d'investisseurs désireux de contribuer à atténuer l'impact économique et social du COVID-19.

Il s'agissait de la plus grande SIB jamais lancée par la CEB et elle a été suivie en juin par une deuxième SIB en réponse à la COVID-19, libellée en dollars américains. C'était la première fois que la CEB émettait une SIB en dollars américains, renforçant ainsi l'engagement de la Banque à promouvoir les investissements sociaux.



« Le 2 avril 2020, elle a lancé une SIB Covid Response, une obligation d'un milliard d'euros à 7 ans qui a suscité une très forte demande. »

Les connaissances de l'évaluation pour le développement durable

Un événement interne de partage des connaissances organisé par le Bureau de l'Évaluation (EVO) de la CEB le 18 janvier a examiné les moyens concrets d'aligner l'élaboration des politiques, la planification, le suivi et l'évaluation avec les objectifs de développement durable (ODD). Il a également examiné comment le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 (ou Agenda 2030) pourrait être utilisé comme cadre général pour les opérations financées par la CEB.

L'événement, intitulé " Le développement durable en pratique : utiliser les objectifs de développement durable pour la planification, le suivi et l'évaluation du développement " a été ouvert par le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, qui a souligné que les ODD constituent un ensemble ambitieux et de grande envergure d'objectifs à l'échelle mondiale couvrant tous les aspects du développement humain et social. Le soutien aux ODD nécessite une forte coordination entre les institutions financières internationales, comme le conclut le premier rapport conjoint des banques multilatérales de développement sur le financement des ODD, publié en 2020. "Les causes et les conséquences de la pandémie de COVID-19 ont [également] renforcé la pertinence et l'importance des ODD pour tous les pays membres de la CEB", a-t-il déclaré.

Intégrer les ODD

Elif Timur, Chef de l'EVO, a déclaré que "les ODD sont de plus en plus intégrés dans le travail d'évaluation de la CEB, ce qui implique une compréhension approfondie de la façon dont ils sont traités aux stades de l'élaboration des politiques, de la planification et de la mise en œuvre."

Les présentations d'experts internationaux ont souligné la complexité et le rôle de transformation de l'Agenda 2030, ainsi que les efforts entrepris pour mesurer et évaluer les progrès vers les ODD aux niveaux national, régional et mondial.



Stefano D'Errico, Responsable du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), a expliqué que l'Agenda 2030 reconnaît les liens entre les dimensions humaines, économiques et environnementales du développement. Cependant, étant donné la complexité de l'Agenda, l'évaluation de la réalisation des ODD nécessite d'aller au-delà de leurs effets escomptés pour évaluer leur impact en prenant en compte leur interdépendance.

Des indicateurs pour faciliter l'évaluation

Simon Bley, rédacteur en chef du rapport annuel d'Eurostat sur les progrès accomplis dans la réalisation des ODD dans le contexte de l'Union européenne, a présenté les grandes lignes du dispositif de suivi mis en place par l'UE. Les 17 ODD ont été traduits en 100 indicateurs qui ont des liens étroits avec les politiques à long terme de l'UE. Ceux-ci peuvent être utilisés pour soutenir l'appréciation, le suivi et l'évaluation des opérations financées par la CEB afin de mieux évaluer leur contribution aux ODD pertinents aux niveaux local et national.

L'atelier a présenté la Finlande comme

Les experts internationaux ont souligné la complexité et le rôle de transformation de l'Agenda 2030, avec des présentations par :



Stefano D'Errico, Responsable du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED



Simon Bley, Rédacteur en chef du rapport annuel d'Eurostat sur les progrès accomplis dans la réalisation des ODD dans le contexte de l'UEl'Union européenne



Sami Pirkkala, Conseiller principal au Cabinet du Premier ministre du gouvernement finlandais.

un membre de la CEB très engagé dans la réalisation des ODD aux niveaux national et mondial. Sami Pirkkala, conseiller principal au Cabinet du Premier ministre du gouvernement finlandais, a expliqué pourquoi l'Agenda 2030 est important pour la Finlande, et comment ce cadre mondial a été pleinement intégré dans les politiques et plans nationaux. Les progrès sont suivis au moyen d'indicateurs nationaux de durabilité et font l'objet d'une évaluation indépendante tous les quatre ans. Les villes finlandaises disposent également d'outils permettant de suivre leurs performances en matière de réalisation des ODD.

L'événement s'est conclu par une discussion sur la manière dont la Banque pourrait réfléchir davantage à l'utilisation des ODD dans les opérations de développement social financées par la CEB.

L'EVO vous en dit plus

Le point de vue de l'évaluation sur des opérations de logement

EVO a lancé une nouvelle série de publications intitulée "Perspectives d'évaluation". Elle permet de partager les connaissances et l'apprentissage corroboré par des faits sur des sujets liés au mandat de développement social de la CEB du point de vue de l'évaluation.

Le premier numéro est consacré au logement et présente un article co-écrit par Kathleen Scanlon, Distinguished Policy Fellow de la London School of Economics and Political Science (LSE), et Luigi Cuna, Évaluateur Senior à la CEB.

Le financement de solutions de logement pour les groupes à faibles revenus et vulnérables est un élément clé de la mission de la Banque. Ce document plaide en faveur d'une évaluation complète et holistique des opérations de logement, conformément au Programme pour le développement durable à l'horizon 2030.

Info s'est entretenu avec Kathleen Scanlon au sujet de ce nouveau document.

Info : Kathleen, quels sont les messages essentiels de ce document ?
KS : Les interventions en matière de logement ne se font pas en vase clos : le logement fait souvent partie d'un système urbain complexe. Les projets de logement ont un impact sur la santé, l'éducation et les moyens de subsistance des personnes, ainsi que sur les quartiers et les villes environnants. L'objectif ultime de l'investissement dans le logement est d'améliorer la vie des gens au sens large. Nous soutenons que la planification et l'évaluation des projets devraient prendre en compte ces effets de manière plus explicite afin d'aider à concevoir des opérations de logement durables.

Info : Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle affecté les conditions0 de logement des groupes vulnérables en Europe ?
KS : Le COVID affecte les conditions de logement et, inversement, le logement affecte la diffusion du COVID qui se propage le plus facilement dans les maisons surpeuplées où l'assainissement n'est pas adéquat. Les groupes vulnérables sont plus susceptibles de vivre dans ces conditions, d'où un risque accru de contracter la maladie. La perte de revenus liée au COVID



signifie que de nombreux ménages ont du mal à payer leur loyer ou leur hypothèque, ce qui les expose au risque d'expulsion.

Info : Quelles leçons peut-on tirer jusqu'à présent ?
KS : La crise a renforcé l'importance du foyer pour chacun, mais surtout pour ceux qui ont été mal logés. Une leçon importante est le besoin d'espaces adaptables et résilients. Presque du jour au lendemain, de nombreux logements sont devenues des lieux de travail ou des écoles pour les jeunes enfants - souvent les deux. Bien que nous ne puissions pas planifier précisément de telles éventualités, nous pouvons concevoir des logements et des quartiers à usages multiples.

Info : Comment les évaluations de la CEB apportent-elles une valeur ajoutée dans le domaine du logement ?
KS : Les évaluations de la CEB ont montré que les projets de logement peuvent améliorer les conditions de vie des bénéficiaires et de leurs quartiers. Au-delà, le financement de ces projets a permis à la CEB de tester des approches et d'explorer comment des projets similaires fonctionnent dans différents environnements à plus long terme. Cette compréhension de ce qui marche et de ce qui ne marche pas dans différents pays et contextes est un atout majeur sur lequel la CEB peut capitaliser pour affirmer ses objectifs de développement social.

Actualités, événements et publications

Le Gouverneur avec une délégation de la CEB en visite en Serbie

La CEB finance actuellement des projets en Serbie dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Les investissements actuels de la CEB dans le pays s'élèvent à près d'un milliard d'euros. En mars, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, s'est rendu en Serbie pour rencontrer son Président, Aleksandar Vučić, ainsi que d'autres hauts responsables du gouvernement, et visiter des projets financés par la CEB.

Lors de sa rencontre avec le président Vučić, le Gouverneur Wenzel a reçu la médaille d'or du mérite pour son action en faveur de la coopération entre la Serbie et la CEB.

Depuis 2015, la CEB soutient les autorités serbes par des dons destinés à l'aide d'urgence aux migrants qui transitent par la Serbie. Lors de cette dernière visite en date, le Vice-Gouverneur de la CEB, Tomáš Boček, et Vladimir Cucić, le Commissaire serbe aux réfugiés et aux migrations, ont signé une lettre d'intention de coopération. Celle-ci ouvre la voie à un don supplémentaire de 200 000 euros du Fonds pour les migrants et les réfugiés afin d'améliorer les mesures de protection contre le COVID-19 dans les camps de migrants.

La délégation de la CEB a également visité Novi Sad, un grand établissement de soins primaires en voie de rénovation avec le soutien de la CEB, ainsi qu'un site du Programme régional de logement à Futog, où 152 appartements sont en cours de construction pour loger des familles de réfugiés de Bosnie-Herzégovine et de Croatie.



Le Gouverneur Wenzel sur le site de Novi Sad



LE GOUVERNEUR DE LA CEB AU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Gouverneur Wenzel s'est adressé à une réunion du Comité des Ministres lors d'une session des Délégués des Ministres au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le Gouverneur a mis en exergue le 65ème anniversaire de la Banque cette année et ses réalisations au fil des décennies, dont ses actions de soutien aux pays membres lors de la pandémie actuelle de COVID-19. Les Délégués des Ministres ont salué la performance d'ensemble de la Banque en 2020, l'ont félicitée à l'occasion de son anniversaire et exprimé l'espoir que la CEB poursuive son action pendant de nombreuses années encore.

PREMIÈRES ÉMISSIONS DE LA CEB EN 2021

Au cours des premiers mois de l'année, la CEB a effectué plusieurs opérations d'émission avec succès. En janvier, la Banque a émis un emprunt de référence à 0 % d'un montant de 1 milliard d'euros, à échéance janvier 2031, dont le carnet de commandes a battu tous les records.
En mars, la CEB a placé une nouvelle émission de référence à 5 ans de 400 millions de livres sterling, à échéance du 15 décembre 2025. Et en avril, la Banque a émis sa transaction phare annuelle qu'est l'obligation d'inclusion sociale pour un montant de 500 millions d'euros à 7 ans. Conformément à son cadre des obligations d'inclusion sociale, la Banque publiera un rapport d'impact sur le produit de cette obligation dans un an.

La CEB publie ses résultats pour 2020

Les résultats de la Banque montrent que, durant la première année de son Plan de développement 2020-2022, la CEB a nettement dépassé ses objectifs d'activité.

En 2020, la réaction rapide de la CEB à la forte demande déclenchée par la pandémie de COVID-19 l'a amenée à approuver 56 nouveaux projets pour un total de 6,0 milliards d'euros, dont 52 % ont été consacrés à des prêts liés au COVID-19. Le stock de projets a atteint un niveau record de 9,5 milliards d'euros, en hausse de 11,7 % par rapport à 2019, et les décaissements de prêts se sont élevés à 4,5 milliards d'euros (dont 34 % ont été consacrés aux prêts liés au COVID-19). L'encours des prêts a augmenté de manière significative, passant de 15,4 milliards d'euros à la fin de l'année 2019 à 17,4 milliards d'euros à la fin de l'année 2020.

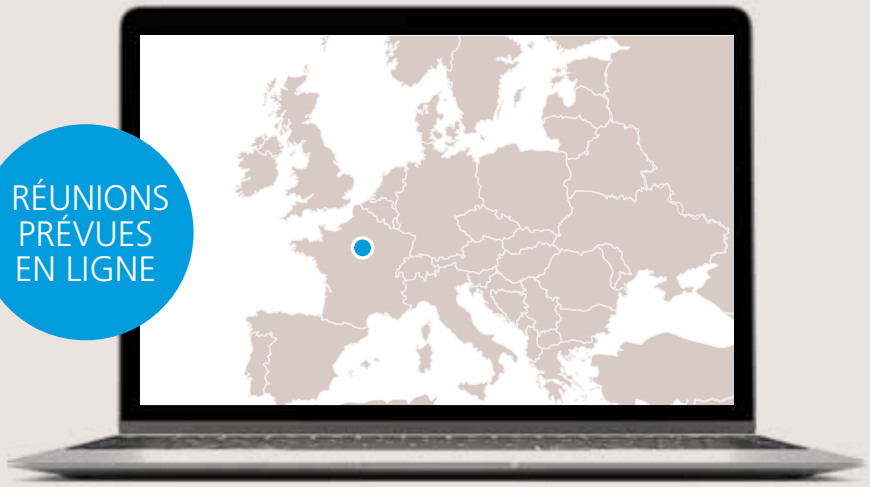
La solidité financière et opérationnelle de la CEB a été une nouvelle fois mise en avant par les agences de notation. La notation de crédit AAA de la Banque a été confirmée par Standard & Poor's. La Banque s'est vu attribuer la notation (non sollicitée) AAA par Scope Ratings. Fitch Ratings a revu la perspective de "positive" à "stable" et confirmé la notation AA+ de la Banque. Moody's a confirmé sa notation Aa1 avec perspective "stable".

Chiffres – en bref

	2019	2020
Projets approuvés (nombre/montant)	46	56
	€4.0 milliards	€6.0 milliards
Stock de projets	€8.5 milliards	€9.5 milliards
Prêts décaissés	€2.8 milliards	€4.5 milliards
Encours de prêts	€15.4 milliards	€17.4 milliards

Agenda
Avril-Juin 2021

Découvrez les réunions et conférences virtuelles à venir à la CEB et ailleurs.



5-11 avril

Réunions de printemps du FMI et du Groupe de la Banque mondiale
Le thème de l'événement de cette année est "De la crise à la résilience : aider les pays à construire une reprise verte et résiliente".
Pour en savoir plus : https://www.worldbank.org/en/meetings/splash/spring

16 avril

Réunion du Conseil de direction de la CEB
Le Conseil de direction de la CEB se réunit régulièrement pour superviser l'orientation générale de la Banque.
Plus d'informations : https://coebank.org/en/about/structure-management/governing-board/

10-12 juin

Réunion Commune de la CEB
Le Conseil de direction, le Conseil d'administration et la direction générale de la Banque ensemble pour la Réunion Commune annuelle de la CEB.
Pour en savoir plus : https://coebank.org/en/about/structure-management/administrative-council/

Lire nos dernières publications

Vous pouvez télécharger toutes les publications de la CEB depuis notre site Internet. Rendez-vous sur coebank.org et cliquez sur "toutes les publications".

ÉVALUATION HOLISTIQUE DES PROJETS DE LOGEMENT ET LE PROGRAMME POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Ce rapport (en anglais), du Bureau de l'Évaluation de la CEB, analyse les projets de logement social financés par la CEB à la lumière de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de ses objectifs de développement durable.
Téléchargez le rapport sur https://coebank.org/media/documents/EPS_Holistic_evaluation_housing_2021.pdf



CONSTRUIRE L'ÉDUCATION : UNE OCCASION À NE PAS MANQUER

Le dernier rapport de la Direction Préparation & Suivi Techniques de la CEB propose un cadre pour guider les investissements dans les infrastructures éducatives afin de mieux promouvoir les résultats d'apprentissages des élèves.
Téléchargez le rapport sur https://coebank.org/media/documents/Constructing_Education.pdf



NE MANQUEZ PAS LE PROCHAIN NUMÉRO **d'Info** QUI SORTIRA EN JUIN 2021

Zoom sur les projets

Notre site web présente les actualités et les publications de la CEB, ainsi que les mises à jour des projets financés par la CEB. Rendez-vous sur coebank.org

Latest loans approved by the CEB
Derniers prêts approuvés par la CEB

After approving 10 loans totalling over €667 million in January the CEB approved 13 new loans in March, totalling €874 million, to finance health care – including COVID-19 vaccines – social infrastructure projects, and to improve access to funding for MSMEs.

Après avoir approuvé 10 prêts pour un montant total de plus de 667 millions d'euros en janvier, la CEB a approuvé 13 nouveaux prêts en mars à hauteur de 874 millions d'euros, pour financer des soins de santé - notamment les vaccins contre le COVID-19 - des projets d'infrastructure sociale, et pour améliorer l'accès des TPE-PME aux financements.

FOCUS ON…
ZOOM SUR...



Kosovo – where the CEB has approved an additional €25 million to an ongoing Public Sector Financing Facility enabling the country's authorities to buy COVID 19 vaccines for around half of the population.

Le Kosovo, où la CEB a approuvé l'ajout de 25 millions d'euros à une Facilité de financement du secteur public existante, ce qui permettra aux autorités du pays d'acheter des vaccins contre le COVID 19 pour environ la moitié de la population.

France – where an additional €100 million has been approved to an ongoing Programme Loan supporting ADOMA to improve access to accommodation for migrants and homeless people.

La France, où un prêt-programme de 100 millions d'euros supplémentaires a été approuvé pour aider ADOMA à améliorer l'accès à l'hébergement des migrants et des sans-abri.





Spain – where a €50 million Public Sector Financing Facility to the Regional Government of Galicia will finance COVID-19-related medical services, consumables, and equipment for about 2.7 million people.

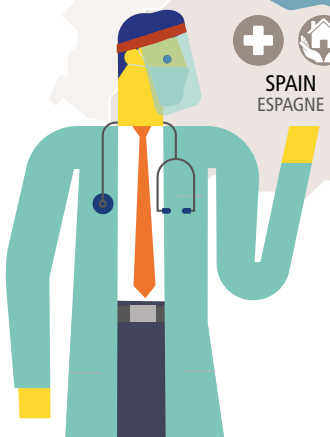
L'Espagne, où une Facilité de financement du secteur public de 50 millions d'euros en faveur du gouvernement régional de Galice permettra de financer des services médicaux, des consommables et des équipements liés au COVID-19 destinés à environ 2,7 millions de personnes.

Derniers prêts approuvés par la CEB

€874 million
TOTAL CEB LOANS APPROVED

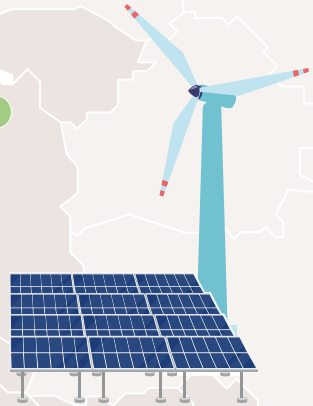
€ 874 millions
LE TOTAL DES PRÊTS APPROUVES PAR LA CEB

- Aid to refugees, migrants, displaced persons
  Aide aux réfugiés, migrants, personnes déplacées
- Education and vocational training
  Éducation et formation professionnelle
- Health
  Santé
- Natural or ecological disasters
  Catastrophes naturelles ou écologiques
- Micro, small and medium-size enterprises (MSMEs)
  Micro, petites et moyennes entreprises (TPE-PME)
- Protection of the environment
  Protection de l'environment
- Social housing for low-income persons
  Logement pour les personnes à faibles revenus
- Sports and cultural facilities
  Infrastructures sportives et culturelles
- Urban and rural infrastructure across sectors
  Infrastructures urbaines et rurales dans tous les secteurs









FINLAND
FINLANDE
60 2

POLAND
POLOGNE
150 9

FRANCE
100 3

SPAIN
ESPAGNE
94 12 13

ITALY
ITALIE
80 5

CROATIA
CROATIE
200 1

SERBIA
SERBIE
95 11

KOSOVO
25 6

ROMANIA
ROUMANIE
23.3 10

MONTENEGRO
MONTÉNÉGRO
30 7

NORTH MACEDONIA
MACÉDOINE DU NORD
15 8

GREECE
GRÈCE
2 4

TOTAL LOAN VALUE (€ MILLION)
VALEUR TOTAL DES PRÊTS (€ MILLIONS)

- ≤ 50
- ≤ 100
- > 100

BORROWER:
EMPRUNTEUR :

1. **Croatian Bank for Reconstruction and Development (HBOR)**
   Banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR)
2. **City of Tampere**
   Ville de Tampere
3. **ADOMA**
   ADOMA
4. **Cooperative Bank of Karditsa**
   Cooperative Bank of Karditsa Coop. L. L. (CBK)
5. **IREN S.p.A**
   IREN S.p.A
6. **Government of Kosovo**
   Autorités du Kosovo
7. **Investment Development Fund of Montenegro**
   Fonds d'investissement et de développement
8. **ProCredit Bank Skopje**
   ProCredit Bank Skopje
9. **Santander Leasing S.A.**
   Santander Leasing S.A.
10. **Sector 4 of the Municipality of Bucharest**
    "Secteur 4" de la municipalité de Bucarest
11. **Government of Serbia**
    Gouvernement Serbie
12. **Regional Government of Galicia**
13. **& Barcelona's Institute for Housing & Reconstruction**
    Xunta de Galicia (gouvernement régional) de l'Institut Municipal de l'habitatge e rehabilitatio de Barcelona